



CAP N°2 – Catégorie A :

Mardi 4 septembre 2025

Déclaration Liminaire

En période d'incertitude sur l'avenir du gouvernement et alors que de nombreuses luttes se profilent pour défendre les droits acquis, l'**UNSa Justice** ne peut que se féliciter de l'accord-cadre sur la QVTC qu'elle vient de signer dans une optique de l'amélioration de la vie et de des conditions de travail des agents.

Néanmoins c'est avec une certaine surprise que nous appréhendons cette CAP des corps d'encadrement. La lecture des recours CREP démontre une nouvelle fois que la bienveillance n'est toujours pas le maître mot au sein du ministère de la justice, à moins que le problème ne se situe au niveau du recrutement de certains cadres de ce ministère ou de la crainte d'autres de se positionner qui voudrait qu'en dénonçant un problème ils ne deviennent à leur tour le problème... ou la « politique du pas de vagues ».

Sur les 8 dossiers de recours CREP que nous devons étudier ce matin, il en ressort que nous avons à faire à des agents qui soit semblent rester des journées entières derrière leur écran à attendre du travail et à qui l'on reproche de ne pas s'investir, soit des agents dans un manque total d'accompagnement dans la prise de poste.

Même les règles de forme de l'entretien d'évaluation ne sont pas respectées, avec une présence en même temps du N+1 et du N+2 lors de l'entretien d'évaluation.

Mais sans s'arrêter à la lecture de ces CREP, il apparaît également une absence de prise de responsabilité des N+2 qui ne questionnent même plus les appréciations et les conditions de réalisation des CREP, qui ne jouent plus leur rôle de supérieur et de temporisateur des relations entre les agents et leur hiérarchie directe.

La lecture des CREP de ce jour interroge sur l'état du ministère de la justice, au moment même où ce même ministère se targue de travailler et valoriser la QVTC.

N'est-il pas temps de rappeler à la hiérarchie les formations que le ministère propose dans ce domaine et de prévoir pourquoi pas une formation obligatoire sur l'évaluation ?

Les représentants UNSa Justice
Paris, le 4 septembre 2025